

Brochure n° 3316

Convention collective nationale
IDCC : 2372. – DISTRIBUTION DIRECTE

AVENANT N° 33 DU 21 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA MODIFICATION DES RÉFÉRENTIELS
DU CQP « CHEF D'ÉQUIPE DISTRIBUTION »
ET À LA RECONDUCTION DU DISPOSITIF

NOR : ASET1850624M
IDCC : 2372

Entre :

SDD,

D'une part, et

FPT CFTC ;

SNCTPP CFE-CGC ;

SUD PTT ;

FO SNEP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par l'avenant n° 23 à la convention collective nationale de la distribution directe, les partenaires sociaux signataires ont entendu appliquer le principe défini dans l'avenant n° 22 relatif à la mise en place des certificats de qualification professionnelle (ci-après « CQP »). Aussi, la CPNEFP a décidé le 7 février 2011, en application des accords précités, la mise en place du CQP pour la fonction d'adjoint au responsable technique de centre ou de chef d'équipe distribution.

Article 1^{er}

Modification des référentiels du CQP

En application de l'avenant n° 22 relatif à la mise en place de certificats de qualification professionnelle et de son article 4.3 concernant la durée, le renouvellement, la modification et la suppression de CQP, la CPNEFP a acté par un vote lors de la réunion du 5 octobre 2017 de la modification des référentiels du certificat de qualification professionnelle chef d'équipe distribution et la reconduction du dispositif.

Article 2

Entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Article 3

Effet durée, révision et dénonciation

Le présent accord collectif modifie partiellement les avenants n^{os} 22 et 23 à la convention collective nationale de la distribution directe conformément à ce qui est exposé ci-dessus. Les autres articles des avenants nos 22 et 23 à la convention collective restent inchangés.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé et dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 4

Dépôt et extension

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord est déposé en deux exemplaires (dont un sur support papier signé des parties et une version sur support électronique) par le syndicat de la distribution directe, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et un exemplaire unique auprès du secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il fait par ailleurs l'objet d'une demande d'extension par les parties signataires.

Fait à Paris, le 21 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)